

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté  
française du 4 octobre 2013 portant désignation des  
membres de la chambre de recours de l'enseignement  
spécial libre confessionnel**

A.Gt 16-06-2017

M.B. 10-07-2017

LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 80 modifié par le décret du 19 décembre 2002 et l'article 81 remplacé par le décret du 19 décembre 2002 modifié par les décrets du 1<sup>er</sup> juillet 2005 et du 12 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel, modifié par le décret du 3 mars 2004 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 7 juin 2001, et 8 novembre 2001 et par le décret du 3 mars 2004 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 69 complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 décembre 1998, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009, 14 octobre 2010 et 6 février 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2013 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement spécial libre confessionnel, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 avril 2015 ;

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement des membres démissionnaires,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 octobre 2013 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement spécial libre confessionnel, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 avril 2015, sont apportées les modifications suivantes :

- Au 1<sup>er</sup> tiret, les mots « M. Stéphane VANOIRBECK », « M. Alain LETIER », « Mme Catherine FRERE », « Mme Marie-Hélène LAHAUT », « M. Joseph LEMPEREUR », « M. Benoît DE WAELE » et « M. Jean-François DELSARTE » sont respectivement remplacés par les mots « Mme Catherine FRERE », « M. Jean-François DELSARTE », « M. Laurent GRUSON », « M. Joseph LEMPEREUR », « Mme Marie-Hélène LAHAUT », « M. Stéphane VANOIRBECK » et « M. Alain LETIER ».

- Au 2ème tiret, les mots « Mme Séverine COPPIN » et « M. Christian MASAI » sont remplacés par les mots « M. Diego MORALES » et « Mme Sophie GOLDMANN ».

**Article 2.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Chambres de recours déjà convoquées à cette date, conservent la composition qui était la leur au moment de la convocation.

Bruxelles, le 16 juin 2017.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Directrice générale,

L. SALOMONOWICZ